

Ministère de la défense

Ministère de la défense

NOR : [...]

Références : le présent décret peut être consulté sur le site Légifrance (<http://www.legifrance.gouv.fr>).

Le Conseil d'Etat (section de l'administration) entendu,

DECRETE

CHAPITRE 1^{ER}

DISPOSITION GENERALES

Article 1^{er}

Les fonctionnaires en activité ou détachés dans un corps relevant du ministre de la défense et les fonctionnaires en activité ou détachés dans un corps interministériel pour lesquels le ministère de la défense assure les actes de nomination et de gestion sont affectés dans les établissements du ministère de la défense implantés à l'étranger dans les conditions prévues à l'article 3 du présent décret.

Les fonctionnaires affectés dans les services de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre implantés en Algérie, au Maroc et en Tunisie sont également soumis aux dispositions de l'article 3 du présent décret.

Article 2

Les dispositions du présent décret ne s'appliquent pas aux personnels civils liés aux forces françaises et de l'élément civil stationnés en Allemagne (FFECSA).

Article 3

La durée d'affectation maximale dans un même pays ne peut excéder une période continue de quatre ans.

Cette durée correspond à un séjour initial de deux ans renouvelable une fois pour une durée de deux ans, à la demande de l'agent concerné.

La demande de renouvellement doit être adressée au plus tard six mois avant la date à laquelle prend fin ledit séjour.

La décision de renouvellement est prise par l'administration sur le fondement du seul intérêt du service et ne saurait, en aucun cas, constituer un droit pour les personnels concernés.

Article 4

Le deuxième alinéa du I de l'article 2 bis du décret du 18 octobre 1989 susvisé est modifié ainsi qu'il suit :

« Les ingénieurs d'études et de fabrications peuvent être appelés à exercer leurs fonctions en métropole, dans les collectivités d'outre-mer et en Nouvelle-Calédonie. Ils peuvent être également appelés à exercer leurs fonctions dans les services du ministère de la défense à l'étranger conformément aux dispositions de l'article 3 du décret n°.....du.....»

Article 5

Le deuxième alinéa du V de l'article 3 du décret du 29 novembre 1976 susvisé est modifié ainsi qu'il suit :

« Ils peuvent être appelés à exercer leurs fonctions en métropole, dans les collectivités d'outre-mer et en Nouvelle-Calédonie. Ils peuvent être également appelés à exercer leurs fonctions dans les services du ministère de la défense à l'étranger conformément aux dispositions de l'article 3 du décret n°.....du.....»

Article 6

Il est inséré un dernier alinéa à l'article 3 du décret du 16 août 2011 susvisé ainsi rédigé :

« V. Les techniciens supérieurs d'études et de fabrications peuvent être appelés à exercer leurs fonctions dans les services du ministère de la défense à l'étranger conformément aux dispositions de l'article 3 du décret n°du..... ».

CHAPITRE II

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

ARTICLE 7

Les dispositions du présent décret s'appliquent aux fonctionnaires affectés, à la date d'entrée en vigueur du présent décret, dans les services mentionnés à l'article 1^{er} du présent décret, dans les conditions mentionnées ci-dessous.

I. - Les dispositions de l'article 3 s'appliquent aux fonctionnaires affectés dans les services mentionnés à l'article 1^{er} du présent décret depuis moins de dix-huit mois.

II. - Les fonctionnaires affectés dans les services mentionnés à l'article 1^{er} du présent décret depuis plus de dix-huit mois et moins de quatre ans doivent adresser, dans le mois suivant l'entrée en vigueur du présent décret, leur demande de renouvellement.

L'administration leur fait connaître la décision de renouvellement ou de non renouvellement dans un délai d'un mois à compter de la réception de leur demande.

Les fonctionnaires pour lesquels le renouvellement est autorisé poursuivent leur affectation dans les services mentionnés à l'article 1^{er} du présent décret pour une durée de deux ans à compter de la décision de renouvellement. Toutefois, lorsqu'une durée de renouvellement de deux ans aurait pour conséquence d'entraîner une durée totale de séjour inférieure à quatre ans, la durée du renouvellement peut être augmentée dans la limite d'une durée totale de séjour de quatre ans.

Ceux pour lesquels le renouvellement n'est pas autorisé poursuivent leur affectation dans les services mentionnés à l'article 1^{er} du présent décret pour une durée maximale d'un an à compter de la décision de non renouvellement.

III. - Les fonctionnaires affectés dans les services mentionnés à l'article 1^{er} du présent décret depuis plus de quatre ans peuvent poursuivre, sur leur demande, leur affectation pour une durée maximale de deux ans à compter de la date d'entrée en vigueur du présent décret.

IV. - Les fonctionnaires qui se trouvent dans la situation de solliciter la liquidation de leur droit à pension dans le délai de deux ans maximum peuvent bénéficier, sur leur demande, d'un renouvellement exceptionnel pour une période de deux ans maximum.

Article 8

Le ministre de la défense, le ministre de l'économie et des finances, le ministre de la réforme de l'Etat, de la décentralisation et de la fonction publique et le ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et entrera en vigueur le premier jour du mois qui suit sa publication.

Fait le

Par le Premier ministre :

Le ministre de la défense,

Jean-Yves LE DRIAN

Le ministre de l'économie et des finances,

Pierre MOSCOVICI

La ministre de la réforme de l'Etat, de la
décentralisation et de la fonction publique,

Marylise LEBRANCHU

Le ministre délégué après du ministre de
l'économie et des finances, chargé du
budget,

Bernard CAZENEUVE